

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICE**

**ComUE Lyon Saint-Étienne**

-

**SERVICE JURIDIQUE ET MARCHES PUBLICS**

**92 rue Pasteur**

**CS 30122**

**69361 Lyon Cedex 07**

**Tél: 04 37 37 26 70**



**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR LA  
COMUE LYON SAINT-ETIENNE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES**  
**PARTICULIERES**  
**(C.C.T.P.)**

-

**Lot 2 : Responsabilité civile et risques annexes**

<b>I.</b>	<b>Définition des termes</b>	<b>3</b>
<b>II.</b>	<b>Objet du marché public</b>	<b>5</b>
<b>III.</b>	<b>La ComUE Lyon Saint-Étienne : activités, biens et chiffres clés</b>	<b>6</b>
1.	Contexte général	6
2.	Activités	6
3.	Chiffres clés	7
<b>IV.</b>	<b>Garanties</b>	<b>7</b>
1.	Bénéficiaires des garanties	8
2.	Objets des garanties	8
3.	Les garanties	8
4.	Étendue des garanties dans l'espace et le temps	12
<b>V.</b>	<b>Montant des garanties et des franchises</b>	<b>13</b>
<b>VI.</b>	<b>Exclusions</b>	<b>15</b>
<b>VII.</b>	<b>Dispositions diverses</b>	<b>17</b>
1.	Déclaration du sinistre	17
2.	Gestion du sinistre	17
3.	Connaissance du risque	18
4.	Erreurs, retard, omissions involontaires	18
5.	Suivi du marché public et statistiques	18
6.	Annexes	19

## **I. Définition des termes**

- « **Le souscripteur** » est la ComUE Lyon Saint-Etienne, dont le siège est sis 92 rue Pasteur, à Lyon (69007).
- « **L'acheteur** », « **assuré** » ou « **bénéficiaire** » est la ComUE Lyon Saint-Etienne agissant dans le cadre des activités et missions qui lui sont confiées par ses statuts, pour son compte et pour le compte de qui lui appartiendra et notamment :
  - La Présidente ;
  - Les agents de l'établissement : les personnels civils de toutes catégories, contractuels et fonctionnaires, ainsi que les vacataires, dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'exécution de leur mission, exerçant à titre permanent ou temporaire ;
  - Les membres, élus ou désignés, des instances de la ComUE ;
  - Toute autre personne physique ou morale (y compris les associations) dont l'assuré pourrait être tenu responsable selon le droit civil ou administratif ;
  - Toute personne engageant la responsabilité de l'assuré et notamment :
    - stagiaire ;
    - apprentis ;
    - intérimaire ;
    - aide bénévole et bénévole ;
    - toute personne mise à disposition ;
    - enfants mineurs placés sous la responsabilité de l'assuré ;
    - personnes participant aux différentes activités et événements organisées par la ComUE (en cas d'insuffisance ou absence de garanties personnelles).
  - Les organismes de représentation du personnel, à savoir les comités d'établissement et de groupe, tous groupements ou organismes constitués en association déclarée ou non, créés par ou pour le personnel ;
  - Les préposés de l'assuré, en mission en France ou à l'étranger pour une période ne dépassant pas six mois consécutifs, pendant et en dehors de l'exercice de leurs fonctions ;
  - Toute personne, quel que soit son statut juridique, qui est placée dans une relation de subordination juridique à l'assuré de manière ponctuelle ou durable. Les personnes pouvant fournir une collaboration ponctuelle et bénévole à l'assuré dans l'exercice de ses activités sont assimilées aux agents pour l'application du présent marché ;
  - Les participants aux activités sociales ou de formation de l'assuré, qu'ils fassent ou non partie de leur personnel, y compris les personnes invitées à des réunions professionnelles ou les visiteurs, ainsi que toute personne apportant son concours bénévole ;
  - Toute autre personne physique ou morale à laquelle l'assuré doit donner la qualité d'assuré additionnel dans le cadre des activités définies au présent marché et dans la limite des obligations contractuelles qui existent entre lesdites personnes et l'assuré, notamment les personnes physiques ou morales mettant à disposition de l'assuré, des personnes ou des biens employés ou utilisés dans le cadre de ses activités ;
  - Tiers : toute autre personne physique ou morale que l'assuré, porteuse d'une réclamation amiable ou judiciaire susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré. Sont considérés comme tiers les préposés de l'assuré pour les dommages exclus par les régimes sociaux dont ils dépendent, au titre des accidents du travail.

- « **Accident** » : tout évènement soudain, imprévu et extérieur à la victime ou à la chose endommagée ;
- « **Agent** » : toute personne, quel que soit son statut juridique, qui est placée dans une relation de subordination juridique à l'assuré de manière ponctuelle ou durable. Les personnes pouvant fournir une collaboration ponctuelle et bénévole à l'assuré dans l'exercice de ses activités sont assimilées aux agents pour l'application du présent marché public ;
- « **Assureur** » ou « **titulaire** », est l'attributaire du présent marché public ;
- « **Biens/ objets confiés à l'établissement** » : sont concernés tous les biens meubles dont l'assuré a la garde, le dépôt ou l'usage pour l'exécution de ses missions ;
- « **Dommege corporel** » : tout préjudice physique, intellectuel ou moral subi par une personne physique. Les garanties sont étendues aux conséquences de la responsabilité encourue par l'assuré en cas de dommages corporels subis par ses préposés ;
- « **Dommege matériel** » : tout préjudice consécutif à la détérioration, la destruction, l'altération, la disparition ou la perte d'une chose ou d'une substance, ou d'une quelconque valeur ajoutée en rapport avec une chose ou une substance y compris tous les frais exposés pour remettre une chose ou une substance dans l'état où elle se trouvait avant le sinistre, toute atteinte physique à des animaux, tout vol d'un bien quelconque ;
- « **Dommege immatériel consécutif** » : tout préjudice pécuniaire consécutif à un dommage matériel et/ou corporel garanti résultant de la privation de jouissance totale ou partielle d'un droit ou d'un bien, de la perte d'un bénéfice, de l'interruption d'un service ou d'une activité ou perte de clientèle ;
- « **Dommege immatériel non consécutif** » : tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un bien ou d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien, ou de la part d'un bénéfice, dans la mesure où il n'est pas la conséquence de dommages corporels ou matériels garantis ;
- « **Dommege de pollution** » : Conséquences pécuniaires de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers par la pollution accidentelle de l'atmosphère, des eaux, du sol ou par toute autre atteinte à l'environnement, aux biens et aux personnes, lorsque ces phénomènes sont imputables à un évènement fortuit pour l'assuré (y compris fausse manœuvre, malveillance, sabotage) survenant dans l'utilisation des biens ou dans le fonctionnement des services ;
- « **Fait dommegeable** » : fait, acte ou évènement dommegeable constituant la cause génératrice du dommage et faisant l'objet d'une réclamation. Un ensemble de faits dommegeables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommegeable unique ;
- « **Livraison** » : remise à autrui, par l'assuré, d'un bien (produit-ouvrage) dès lors que cette remise donne au nouveau détenteur le pouvoir d'en user, même en cas de réserve de propriété ;

- « **Personnes accueillies** » : toutes les personnes séjournant dans l'établissement dont le profil s'avère conforme aux activités déclarées à l'assureur ;
- « **Préposé** » : toute personne agissant à titre permanent, temporaire ou même occasionnel, qui réalise un travail, occupe une fonction ou accomplit une mission sous la direction et/ou le contrôle de la ComUE Lyon Saint-Étienne ;
- « **Réclamation** » : toute demande de réparation amiable ou contentieuse, formée par la victime ou ses ayant droits et adressée à l'assureur ou à l'assuré ;
- « **Risque** » : désigne l'éventualité de la survenance d'un événement incertain ou futur, dont la réalisation entraîne des conséquences dommageables et l'assuré souhaite couvrir à travers ce marché de prestation de service d'assurance ;
- « **Sinistre** » : tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations ;
- « **Tiers** » : toute personne physique ou morale **sauf** :
  - l'assuré civilement responsable ;
  - les représentants légaux, dirigeants et préposés de l'assuré civilement responsable, pour leurs dommages relevant de la législation sur les accidents du travail. L'assuré reste cependant garanti dans les cas où un recours peut légalement être exercé contre lui, tels que la faute intentionnelle d'un préposé (Art. L 452.5 du Code de la Sécurité Sociale), la faute inexcusable de l'employeur ou d'un substitué dans la direction (Art. L 452.2 et 3) ou l'accident de trajet entre co-préposés.
- « **Usager** » : toute personne qui utilise les services ou les locaux de la ComUE Lyon Saint-Étienne.

## **II. Objet du marché public**

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services d'assurance au profit d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) ; la ComUE Lyon Saint-Étienne.

L'accord-cadre comporte deux lots :

- Lot 1 : Dommages aux biens et risques annexes
- Lot 2 : Responsabilité civile et risques annexes

Le présent CCTP est afférent au lot n° 2 : Responsabilité civile et risques annexes

### **III. La ComUE Lyon Saint-Étienne : activités, biens et chiffres clés**

#### **1. Contexte général**

La ComUE Lyon Saint-Etienne est composée de plusieurs sites, dont le siège est situé :

**ComUE Lyon Saint-Étienne**

92 rue Pasteur

69007, Lyon

La ComUE Lyon Saint-Étienne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel et constitué sous la forme d'une communauté d'universités et établissements, au sens des articles L. 711-1 et L. 711-2 du code de l'éducation, a été créée en 2015. La ComUE Lyon Saint-Étienne expérimente de nouveaux modes d'organisation et de fonctionnement dans le cadre de statuts modifiés par le [décret n°2024-17 du 9 janvier 2024](#).

La ComUE a une pluralité de missions, dont celles de : coordonner l'élaboration du projet partagé de site ; mettre en œuvre les compétences transférées par ses membres ; coordonner leur offre de formation et leur stratégie de recherche et de transfert sur la base de ce projet partagé ; élabore avec le centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) un projet d'amélioration de la qualité de la vie étudiante et de promotion sociale sur le territoire, en étroite concertation avec l'ensemble des établissements partenaires ; conclure, sur la base du projet partagé, le contrat pluriannuel d'établissement entre le ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche et les établissements regroupés relevant de sa seule tutelle.

Les bénéficiaires finaux des missions de la ComUE sont les étudiants et doctorants présents sur le site académique de Lyon Saint-Etienne. Afin de mener à bien ces missions, la ComUE s'est divisée en plusieurs directions, services supports et LabEx : la Présidence et la direction générale des services, la direction de la stratégie académique, et la direction de la stratégie immobilière et développement des campus, le service de la communication, le service des finances et du budget, le service des ressources humaines, le service du système information et numérique, le service chargé des affaires juridiques et marchés publics et les différents LabEx (ASLAN, CELYA, COMOD, IMU, IMUST, MANUTECH-SISE, MILYON et PRIMES).

#### **2. Activités**

La ComUE Lyon Saint-Etienne :

- Rassemble 10 établissements membres et 25 associés. Elle porte la coordination territoriale du site académique Lyon-Saint-Etienne ;
- Rassemble plusieurs activités d'ordre internationales et/ou nationales, comme des projets immobiliers, des projets et événements ponctuels relatifs à la vie étudiante, la science et la culture, à l'innovation et l'entrepreneuriat ;
- Est composée de plusieurs sites dont certains sont amenés à recevoir régulièrement du public en raison des activités ;

Doivent être assurées, toutes les activités directement ou indirectement exercées par la ComUE Lyon Saint-Etienne, y compris les activités annexes exercées à titre subsidiaire, dès lors qu'elles figurent à son budget.

Sont également automatiquement garanties les activités de nature industrielle et commerciale, en

cours au jour de la prise d'effet du marché, et susceptibles d'être exercées par la ComUE Lyon Saint-Etienne en cours d'exécution.

Les candidats sont invités à consulter le site de la ComUE et son rapport d'activité :

- Lien vers le site de l'établissement : <https://www.universite-lyon.fr/version-francaise/>
- Lien vers le rapport d'activité 2024 : <https://www.universite-lyon.fr/l-universite-de-lyon/la-comue-universite-de-lyon-publie-son-rapport-d-activite-2024-370947.kjsp?RH=1486385618874>

Les déclarations ci-dessus ne sont pas limitatives. Sont notamment garanties toutes les activités annexes ou connexes, assimilées ou dérivées, qu'elles soient actuelles ou futures.

### 3. Chiffres clés

#### ○ Agents et stagiaires

En 2024, la ComUE Lyon Saint-Etienne :

- A employé 258 agents (titulaires, contractuels ou apprentis) ;
- A accueillie 72 stagiaires.

Le montant de la masse salariale de la ComUE, au 31.12.2024, s'élève à 11 803 436 €.

En cas de variation substantielle (supérieure à 10%) de l'un de ces éléments, la ComUE s'engage à en informer le titulaire, qui calcule alors la prime de révision.

Les erreurs et omissions de déclarations ne seront pas opposables à l'assuré, dans la limite de 10% des effectifs déclarés.

#### ○ Missions

La ComUE souhaite bénéficier d'une assurance pour les déplacements de ses agents, pour des missions en France et à l'étranger n'excédant pas une durée de six mois.

Chaque agent de la ComUE peut être amené à se déplacer en France.

En moyenne annuelle, 120 agents sont amenés à se déplacer à l'étranger.

En cas de variation substantielle des missions à l'étranger (supérieure à 10%), la ComUE s'engage à en informer le titulaire, qui calcule alors la prime de révision.

Les erreurs et omissions de déclarations ne seront pas opposables à l'assuré, dans la limite de 10% des effectifs et missions déclarées.

## **IV. Garanties**

### 1. Bénéficiaires des garanties

La ComUE Lyon Saint-Étienne, agissant dans le cadre des activités déclarées pour son compte et pour celui de qui il appartiendra, c'est-à-dire « l'assuré » tel que défini au grand I. « *Définition des termes* » du présent CCTP.

Il est entendu que la notion de tiers, également définis au I. « *Définition des termes* » est maintenue entre les différents assurés.

### 2. Objets des garanties

Les garanties couvrent tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamation(s). Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Constitue une réclamation toute demande en réparation amiable ou contentieuse formée par la victime d'un dommage ou ses ayants droit, et adressée à l'assuré ou à son assureur.

Le titulaire reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toutes les déclarations supplémentaires tant sur les différentes activités actuelles que sur les nouvelles activités.

Les garanties accordées par le présent contrat s'appliquent sous la seule réserve des exclusions énumérées au « VI. *Exclusions* » du présent CCTP, aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré suite à des dommages corporels, matériels, immatériels causés à autrui.

Il est entendu que les garanties ayant pour objet de couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'assuré peut encourir à l'égard des occupants, voisins et tiers, du fait des biens immobiliers et mobiliers qui lui appartiennent ou dont il a la garde relèvent du lot 1 de l'accord-cadre et non du présent lot 2.

### 3. Les garanties

La garantie a pour objet de couvrir les conséquences de la responsabilité civile encourue pour tout événement accidentel pouvant survenir au cours des diverses activités, dans le monde entier.

Les activités de la ComUE couvrent toutes ses missions, celles de ses services et les activités annexes de toute nature pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'activité principale ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement, notamment celles prévues à l'article 4 de l'annexe du [décret n° 2024-17 du 9 janvier 2024](#) et :

- Diverses prestations pour le compte d'autres organismes, notamment les établissements membres et associés ;
- Conseils de toute nature et prestations de service de toute nature ;
- Location de locaux et de biens divers, mise à disposition de locaux et de personnels à des tiers ;
- Organisation de manifestations diverses ;
- Organisation de stages, de réunions, de formations, de démonstrations dans le cadre de l'ensemble des missions de la ComUE ;

- Déplacements en France et à l'étranger.

La garantie est automatiquement étendue à tous les services, y compris les services annexes qui viendraient d'être créés après signature du présent marché public et à toutes les personnes, tous les biens et toutes les activités qui viendraient à être mis à disposition, affectés ou dévolus à la ComUE et, notamment, aux risques et événements ci-après, par dérogation éventuelle à toute disposition contraire :

- Aides bénévoles

En cas d'aide, à titre gratuit, apportée par toute personne à l'assuré dans le cadre des activités définies ci-avant, la responsabilité civile pouvant incomber :

- à l'assuré du fait des dommages subis par cette personne ou par ceux qu'elle peut causer aux tiers ;

**[EXCLUSION : Ne sont pas compris dans la garantie les dommages subis par l'aide bénévole, lorsque ceux-ci relèvent de l'application de la législation sur les accidents de travail.]**

- à cette personne en raison des dommages causés aux tiers par elle-même.

Toutefois, cette dernière garantie ne s'exercera qu'en complément du ou des contrat(s) d'assurance couvrant la responsabilité civile de la personne apportant l'aide.

- Faute intentionnelle

Responsabilité incombant éventuellement à l'assuré en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles en raison des fautes intentionnelles commises par ses préposés et visées à l'article 452.5 du Code de la Sécurité Sociale.

La présente garantie n'est acquise qu'à la condition que l'assuré déclare les litiges à l'assureur dès que la victime ou l'organisme de Sécurité Sociale aura manifesté l'intention d'invoquer la faute intentionnelle ou encore dès qu'une poursuite pénale est engagée en raison d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle contre l'assuré ou l'un de ses préposés.

- Faute inexcusable

⇒ Garantie de remboursement

Lorsqu'un accident du travail ou une maladie professionnelle atteignant un préposé de l'assuré résulte de la faute inexcusable de l'assuré et/ou d'une personne à laquelle il s'est substitué dans la direction de sa structure, l'assureur garantit le remboursement des sommes dont il est redevable et/ou dont son employeur est redevable :

- au titre des cotisations complémentaires prévues à l'article L. 452.2 et suivants du Code de la Sécurité Sociale ;
- au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre aux termes de l'article L. 452.3 du Code de la Sécurité Sociale ;
- au titre de l'indemnisation de tout autre préjudice subi par la victime non repris dans le livre IV du code de la sécurité sociale ;

⇒ Garantie de défense

L'assureur s'engage à assumer la défense de l'employeur assuré dans les actions amiables ou judiciaires dirigées contre lui ou contre les personnes auxquelles il s'est substitué en vue d'établir sa propre faute inexcusable et/ou celle de personnes qui se sont substituée à lui dans la direction de la

structure.

L'assureur s'engage également à assumer la défense de l'assuré et celle de ses préposés devant la juridiction répressive en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle atteignant un préposé de l'assuré.

Les frais de justice et honoraires afférents à cette défense sont pris en charge par l'assureur selon le barème habituel des mandataires de l'assureur pour le type d'affaire en question.

- Dommages matériels et immatériels subis par les préposés

Cette garantie s'inscrit dans le contexte d'une assurance de responsabilité et non de dommage. Sont garantis les dommages subis par les biens des préposés pendant l'exercice de leur fonction.

- Responsabilité du fait des immeubles et autres biens fonciers

Responsabilité de l'assuré du fait des immeubles ou parties d'immeubles bâtis ou non, terrains, clôtures, arbres, bassins, cours d'eau dont l'assuré est propriétaire, co-propriétaire, emphytéote ou concessionnaire.

- Utilisation d'un véhicule par le préposé en mission

La responsabilité que l'assuré peut encourir en tant que commettant en raison de tout accident causé à autrui par le fait d'un préposé, lorsque ce dernier utilise son véhicule terrestre à moteur dans l'accomplissement d'une mission effectuée pour le compte de l'assuré, s'il y a insuffisance ou absence de l'assurance automobile obligatoire.

La garantie est également acquise à l'assuré lorsqu'il s'agit d'un véhicule loué ou emprunté par le préposé.

- Accidents de trajet entre co-préposés

Des dommages corporels que les préposés peuvent se causer entre eux sur le trajet du domicile au lieu de travail et vice versa, quel que soit le mode de locomotion utilisé, engageant la responsabilité de l'assuré en sa qualité de commettant, et ce, en application des dispositions du Code de la Sécurité Sociale.

- Responsabilité du commettant

La garantie couvre l'assuré dans toutes les hypothèses où sa responsabilité de commettant peut être mise en cause et, entre autres, du fait des dommages causés par des stagiaires ou candidats à l'embauche.

- Vols, détournements et escroqueries par préposés, négligences des préposés facilitant l'accès des voleurs

Responsabilité de l'assuré du fait de ses préposés qui, au cours ou à l'occasion de leurs fonctions, ont commis des vols, détournements et escroqueries ou ont contribué par leur négligence à faciliter l'accès du ou des voleurs au lieu où se trouvaient les biens volés.

Si ces derniers sont restitués à leur propriétaire en tout ou en partie après règlement de l'indemnité, l'assuré est tenu d'en aviser l'assureur par lettre recommandée dès qu'il en a eu connaissance.

- Intoxications, empoisonnements et accidents alimentaires

En extension à cette garantie, il est précisé que les membres du personnel de l'assuré seront considérés comme tiers lorsqu'ils ne bénéficient pas de la législation sur les accidents du travail.

- Organisation de manifestations, sorties et activités diverses

Responsabilité de l'assuré du fait des dommages causés aux tiers à l'occasion de manifestations, de salons, d'expositions, de sorties et d'activités diverses organisées ou coorganisées en tous lieux par l'assuré, avec la participation éventuelle de tiers ou à l'occasion de sa participation dans des manifestations quelconques et ceci en quelque endroit que ce soit, exclusion faite des compétitions sportives.

- Responsabilité civile professionnelle

Cette assurance garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qui peut lui incomber à la suite d'erreur, faute, omission, négligence, commises par lui ou ses préposés et imputables à l'ensemble de ses activités : notamment à ses activités de conseils, de gestion, de services, d'études, de prévention et de contrôles (y compris dans le cadre des activités d'action sociale, de médecine et de contrôle médical et toutes autres actions médicale avec la garantie de la responsabilité civile personnelle du personnel médical, et auxiliaire médical et paramédical salarié).

Cette assurance couvre la responsabilité civile médicale encourue par la ComUE pour toute faute commise au cours des activités de prévention, de contrôle, de diagnostic ou de soins par son personnel médical auxiliaire ou paramédical salarié, tant pour son compte que pour le compte personnel desdits agents.

- Mission en France et à l'étranger

La ComUE souhaite bénéficier d'une assurance pour les déplacements en France et à l'étranger n'excédant pas une durée de six mois.

Sont exclus les déplacements effectués dans le cadre de compétitions sportives professionnelles.

Les déplacements sont garantis sans déclaration préalable et/ou nominative au départ des bénéficiaires.

- Défense et recours

Cette garantie d'assistance de l'assuré couvre les frais et honoraires d'avocat, d'expertise, d'enquête et de procédure rendus nécessaire dans les cas suivants :

⇒ DEFENSE

L'assureur assure la défense de l'assuré, notamment devant les juridictions pénales, civiles, commerciales ou administratives, s'il est mis en cause à raison de dommages garantis par le marché. L'assureur assure également la défense de l'assuré devant toutes juridictions en cas de poursuites fondées sur les articles L 452.1 à 4 du Code de la Sécurité Sociale ou pour homicide ou blessures involontaires à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle atteignant un

préposé.

#### ⇒ RECOURS

L'assureur s'engage à exercer un recours amiable ou judiciaire contre des tiers responsables pour obtenir réparation du préjudice subi par l'assuré à la suite d'un dommage qui aurait été garanti par le présent marché s'il l'avait causé au lieu de le subir.

L'assureur se réserve le droit de ne pas engager, suivre ou continuer une procédure :

- a) lorsque qu'il estime insoutenable, en fait ou en droit, la prétention de l'assuré ou celle de la personne dans l'intérêt de laquelle il lui est demandé d'agir.
- b) lorsqu'il estime le procès inutile, et spécialement lorsque le tiers responsable est notoirement insolvable, ou lorsqu'il juge raisonnable les offres transactionnelles faites par ce tiers.

En cas de désaccord entre l'Assureur et l'assuré sur l'opportunité d'engager, de suivre ou de continuer une procédure, ou sur le montant du litige, l'assuré peut exercer immédiatement cette action à son compte. S'il obtient une solution plus favorable que celle proposée par l'assureur, celui-ci l'indemniserà dans la limite de sa garantie des frais exposés pour l'exercice de cette action, et dont le montant n'a pas été supporté par la partie adverse.

Il est entendu que l'assureur ne peut être tenu à exercer un recours judiciaire quand le montant des dommages ne dépasse pas 2 000€, pour l'exercice en cours.

#### ⇒ DISPOSITIONS COMMUNES

La garantie prévoit une prise en charge des frais de procédure, de justice et la possible mise à disposition d'un représentant.

Dans le cas où la défense ou la représentation de l'assuré dans toute procédure judiciaire ou administrative ne concerne pas en même temps les intérêts de l'assureur, l'assuré a le libre choix de l'avocat qui sera rémunéré par l'assureur selon le barème habituel des mandataires de l'assureur pour le type d'affaire en question.

L'assureur s'oblige à tenir sincèrement et régulièrement informé l'assuré du suivi de la procédure.

#### 4. Étendue des garanties dans l'espace et le temps

L'assurance est valable dans le monde entier, sauf USA/Canada.

(Concernant les U.S.A./Canada, les garanties sont maintenues dans le cadre de la R.C. Exploitation à l'occasion des missions dans ces pays).

La garantie est déclenchée par la réclamation, conformément aux dispositions de l'article L124-5 du Code des Assurances.

La garantie s'applique dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de cinq ans à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, l'assureur ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du

déclenchement par le fait dommageable.

L'assureur n'est pas tenu de garantir les sinistres dont le fait dommageable était connu de l'assuré à la date de notification du marché.

## V. Montant des garanties et des franchises

Tableau des garanties attendues :

CATEGORIE DE GARANTIE	TYPE DE GARANTIE	MONTANTS PLAFONDS DES GARANTIES*	FRANCHISE
<b>Responsabilité civile exploitation et responsabilité civile délictuelle</b>	Dommages corporels	20 000 000 € À concurrence de 5 000 000 € par année	1000 €
	Dommages matériels et immatériels consécutifs	10 000 000 €	1000 €
	Dommages immatériels non consécutifs	2 000 000 €	1000 €
	Dommages résultant de pollution et d'atteintes à l'environnement	3 000 000 €	1000 €
	Biens confiés/ RC dépositaire	150 000 €	200 €
	Domage aux biens des préposés	50 000 €	150 €
<b>Responsabilité civile après livraison/travaux et responsabilité civile contractuelle</b>	Dommages corporels	20 000 000 € À concurrence de 5 000 000 € par année	

			1000 €
	Dommages matériels et immatériels consécutifs	5 000 000 €	1000 €
	Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 €	1000 €
<b>Responsabilité civile professionnelle</b>	Responsabilité civile professionnelle générale	3 000 000 €	5 000 €
	RC médicale du fait du service médical et services annexes	8 000 000 € (à concurrence de 10 000 000 € par an)	1 000 €
<b>Défense et recours</b>	Garantie accordée à concurrence des honoraires et frais engagés	100 000 €	Aucune franchise. Le titulaire n'est néanmoins pas tenu d'initier un recours pour un montant de dommages inférieurs à 2 000 € sur l'exercice en cours.

\*par sinistre, sauf mention particulière

## VI. Tarif

### 1. Prime

Les éléments servant de base au calcul de la prime sont les suivants :

- Masse salariale (et éléments détaillés au « *I. La ComUE Lyon Saint-Étienne : activités, biens et chiffres clés* »)

- Taux de prime fixé par l'assureur ;

L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur les éventuelles variations supérieures à 10%. L'assureur calcule ensuite une prime de révision.

### 2. Modification du tarif

Si la prime comporte une majoration supérieure à celle résultant de l'indexation (indice FFB), l'assuré peut alors, dans les formes prévues à l'article L. 113-14 du code des assurances et dans les trente jours suivants celui où il a eu connaissance de la modification, résilier le contrat.

La résiliation prend effet six mois après l'envoi de la lettre recommandée ou après la déclaration faite contre récépissé.

L'assureur percevra une prime calculée sur les bases de la prime précédente, au prorata du temps écoulé entre la date de la dernière échéance et la date de résiliation.

## **VII. Exclusions**

- Les dommages résultant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré.
  - Les dommages causés par les installations ou fournitures ayant motivé préalablement à leur survenance et avant réception, des réserves justifiées d'un organisme de contrôle qualifié, si le sinistre a pour origine la cause même de ces réserves ; mais la garantie du contrat est acquise à l'assuré pendant l'exécution des travaux destinés à la levée des réserves.
  - Les dommages matériels résultant de l'application des articles 1792.1 à 6 et 2270 du Code Civil, lorsque l'assuré fait effectuer des travaux de bâtiment soumis à l'obligation d'assurance, telle que définie à l'article L. 242.1.
  - Les dommages causés par des phénomènes naturels ayant les caractères de la force majeure.
  - Les pertes et dommages, recours de tiers ou dépenses résultant directement ou indirectement de :
    - a) rayonnements ionisants ou contamination radioactive provoqués par du combustible nucléaire ou des déchets radioactifs ou par la réaction nucléaire ;
    - b) toute arme ou engin utilisant la fission nucléaire ou toute autre réaction nucléaire analogue, ou l'énergie nucléaire, ou tout phénomène ou effet radioactif ;
    - c) propriétés radioactives, toxiques, explosives, dangereuses ou contaminantes de toute matière radioactive. Cette dernière exclusion ne s'applique pas aux isotopes radioactifs, autres que les combustibles nucléaires, lorsqu'ils sont en cours de préparation, de transport ou de stockage, ou bien lorsqu'ils sont employés à des fins commerciales, agricoles, médicales, scientifiques, ou autres utilisations pacifiques ;
    - d) les dommages et frais causés directement ou indirectement par l'amiante, le plomb, les champs et rayonnements électromagnétiques, les gaz CFC, les OGM, le tabac, les virus informatiques ;
    - e) tout arme ou engin chimique, biologique, biochimique ou électromagnétique.
  - La pollution et les atteintes à l'environnement non accidentelles. (Une pollution ou une atteinte à l'environnement est accidentelle lorsque sa manifestation est concomitante à l'événement soudain et imprévu qui l'a provoquée et ne se réalise pas de façon lente et progressive).
  - La pollution et les atteintes à l'environnement, y compris par suite d'incendie et d'explosion, causées par les installations exploitées par l'assuré et visées en France par la loi 76.663 du 19/7/1976 modifiée, quand ces installations sont soumises à autorisation d'exploitation par les autorités compétentes.
- Ces deux exclusions ne concernent que la garantie responsabilité civile exploitation et ne s'appliquent pas aux recours contre l'assuré permis par le code de la Sécurité Sociale au titre des accidents du travail et maladies professionnelles de son personnel.
- Tous dommages résultant d'atteintes à l'environnement causées par des réservoirs ou canalisations associés utilisés pour le stockage ou le transfert de produits liquides, lorsque ces équipements sont constitués d'une simple enveloppe dont les parois sont flanquées de terre ou tout autre matériau les rendant inaccessibles et qu'ils sont installés depuis plus de dix ans.
  - Les dommages résultant de l'obligation d'engager des frais de retrait ou de destruction de boues, composts ou effluents liquides.
  - Les frais de dépollution des sols, sous-sols, eaux souterraines ou de surface, imposés par des dispositions législatives ou réglementaires postérieures au règlement du sinistre.
  - Les frais inhérents à la réhabilitation ou à la remise en état d'un site faisant l'objet :
    - a) soit d'une fermeture totale et définitive ou d'une mesure administrative de suppression, de fermeture, de suspension ;

- b) soit d'un chargement d'exploitant ou d'une cession.
- Les redevances mises à la charge de l'assuré en application des lois et règlements en vigueur au moment du sinistre, même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages donnant lieu à garantie, ainsi que toutes amendes y compris celles assimilées à des réparations civiles, et toutes autres sanctions pénales.
  - Les dommages subis par les éléments naturels tels que l'air, l'eau, le sol, la faune, la flore dont l'usage est commun à tous, ainsi que les préjudices d'ordre esthétique ou d'agrément qui s'y rattachent.
  - Les dommages dont l'éventualité ne pouvait être décelée en l'état des connaissances scientifiques et techniques en vigueur au moment de l'atteinte à l'environnement ayant entraîné lesdits dommages.
  - Les dommages causés par la production d'odeurs, bruits, vibrations, ondes, radiations, rayonnements ou variations de température excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.
  - Les dommages qui résultent :
    - a) d'une inobservation de textes légaux et des mesures édictées par les autorités compétentes en application de ces textes, dès lors que cette inobservation était connue ou ne pouvait pas être ignorée par l'assuré, avant la réalisation de l'atteinte à l'environnement ;
    - b) ou du mauvais état, de l'insuffisance ou de l'entretien défectueux des installations des lors que ce mauvais état, cette insuffisance ou cet entretien défectueux était connu ou ne pouvait pas être ignoré par l'assuré, par la direction générale ou toute personne substituée dans cette fonction si l'assuré est une personne morale, avant la réalisation de l'atteinte à l'environnement.
  - Les dommages matériels et immatériels causés par un incendie, une explosion, des dégâts électriques, des dégâts d'eaux ayant pris naissance dans les locaux dont l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant, à l'exception de ceux mis temporairement à sa disposition pour une durée consécutive inférieure à 60 jours.
  - Les dommages causés par des véhicules terrestres à moteur alors que ces dommages sont pris en charge par l'obligation d'assurance lorsque les véhicules appartiennent ou sont confiés et/ou conduits par l'assuré, et ce, sans préjudice des garanties stipulées au « 3. Les garanties » du présent CCTP.
  - Les dommages causés par tout engin ou véhicule aérien (sauf ceux utilisés dans le cadre de l'aéromodélisme et de l'usage de drones), maritime, fluvial ou lacustre dont l'assuré ou toute personne dont il est civilement responsable a la propriété, la conduite, la garde ou l'usage.
  - Les dommages causés par la guerre civile ou étrangère ou des attentats, par les actes de terrorisme, de bioterrorisme ou de sabotage, les grèves, les lock-out, les émeutes et autres mouvements populaires.
  - La divulgation volontaire de secrets professionnels, la publicité mensongère, la concurrence déloyale, la contrefaçon par l'assuré.
  - Les dommages survenant au cours ou à l'occasion de compétitions ou de leurs essais lorsque l'assuré agit en qualité de concurrent ou d'organisateur et pour lesquels une assurance spécifique doit être souscrite dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.
  - Les amendes pénales, y compris celles qui ont le caractère de réparations civiles, les astreintes, ainsi que les frais judiciaires qui en sont l'accessoire.
  - Les engagements pris par l'assuré dans la mesure où les obligations qui résultent de tels engagements excèdent celles auxquelles l'assuré serait tenu en vertu des textes légaux sur la responsabilité.

- Les dommages engageant :
  - a) la responsabilité personnelle des dirigeants sociaux de l'assuré résultant d'une faute de gestion dans leur mandat, d'une violation des statuts de la société, de litiges liés aux procédures de licenciement, au harcèlement sexuel ou moral, à la gestion de plans de prévoyance dont ils sont dirigeants ou d'une infraction à la réglementation.
  - b) la responsabilité visée par la législation française :
    - sur les sociétés commerciales (loi 66-537 du 14 juillet 1966 et ses textes subséquents ;
    - sur le règlement des difficultés financières des sociétés (loi 67.503 du 13 juillet 1967 et loi 85-98 du 25 janvier 1985 et leurs textes subséquents).
  - c) Une responsabilité de même nature édictée par une législation étrangère ou un usage local.
- Toutes réclamations des agents placés sous l'autorité de l'assuré ou de leurs ayants droits, fondées sur le non-respect des droits qu'ils tiennent de leur statut.
- Les dommages immatériels causés par une non-exécution, réalisation ou livraison à la date prévue des fournitures de l'assuré sauf si cette non-exécution, réalisation ou livraison a une cause soudaine et accidentelle ou est due à une faute, erreur, omission ou négligence dans les différentes opérations techniques nécessaires à l'exécution, réalisation ou livraison à la date prévue des fournitures de l'assuré.
- Les dommages engageant la responsabilité de l'assuré en vertu de l'article L 209.7 du Code de la Santé Publique (Loi Huriet).
- Les préjudices consécutifs à des vols, détournements, abus de confiance, escroqueries et fraude de toute nature y compris informatique sauf si la responsabilité de la Direction générale tant que commettant est engagée.
- Les dommages immatériels non consécutifs causés par un assuré à un autre assuré.

## **VIII. Dispositions diverses**

### **1. Déclaration du sinistre**

L'assuré est dispensé de déclarer les sinistres :

- dans lesquels sa responsabilité ne lui paraît pas engagée ;
- ou entraînant des dommages dont l'importance serait estimée par lui à un montant minime ou inférieur aux franchises applicables le cas échéant.

Il est entendu qu'aucune déchéance ou autre sanction quelconque ne pourra lui être appliquée en cas de déclaration ultérieure, sous réserve qu'elle soit faite sans délai dès l'instant où les éléments d'appréciation qui précèdent viendraient à être modifiés.

Cependant, l'obligation de déclaration des sinistres dès la survenance de la déclaration demeure maintenue, sans distinction de caractère de gravité ou de responsabilité pour ceux entraînant des dommages corporels ou donnant lieu à une procédure judiciaire quelconque.

### **2. Gestion du sinistre**

Les modalités concernant la gestion des sinistres figurent dans l'offre du titulaire, toutefois, l'assureur s'engage à :

- Répondre à l'ensemble des questions dans un délai raisonnable ;
- Mettre tous les moyens en œuvre pour faciliter la déclaration et la gestion du sinistre.

Ces modalités concernent les actions à mettre en œuvre depuis la constatation du sinistre jusqu'à la clôture du dossier et incluent, le cas échéant, le paiement des indemnités ainsi que les modalités de désignation d'un expert.

Le délai de déclaration d'un sinistre dont dispose la ComUE Lyon Saint-Etienne est de cinq jours ouvrés à compter de la constatation de ce dernier.

Le cas échéant, lors de la notification de la décision d'indemnisation, la ComUE Lyon Saint-Etienne dispose d'un délai de 15 jours à compter de la prise en compte de la proposition d'indemnisation pour soumettre ses observations éventuelles.

Dans le silence de l'administration, le montant de l'indemnisation proposé est réputé accepté.

### 3. Connaissance du risque

Le titulaire déclare avoir une opinion suffisante des risques assurés, des activités et des compétences exercées, les ayants ou ayant eu la possibilité de les vérifier. En conséquence, il les accepte tels qu'ils se présentent en renonçant à se prévaloir de toutes déclarations, erreurs ou omissions de l'assuré, tant en ce qui concerne ses activités et compétences que les risques à assurer.

### 4. Erreurs, retard, omissions involontaires

Les erreurs, retards, omissions involontaires concernant les informations à transmettre au titulaire ne délient pas celui-ci de ses engagements au titre de la police sous réserve que ces anomalies soient réparées aussitôt qu'elles sont découvertes.

### 5. T.V.A.

En cas de sinistre, les indemnités que l'assureur est amené à régler doivent comprendre la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur.

### 6. Suivi du marché public et statistiques

Chaque année et au plus tard le 31 mars de l'année suivante, le titulaire communique à l'assuré les informations relatives à l'année écoulée, suivantes :

- Demande de couverture ponctuelle de biens mobiliers et immobiliers ;
- Synthèse des déclarations réalisées par l'assuré ;
- Historique des sinistres recensés pendant la période écoulée.

Ces informations doivent être communiquées par courriel, à l'adresse [assurance@universite-lyon.fr](mailto:assurance@universite-lyon.fr)

## 7. Annexes

L'état de sinistralité est joint en annexe au présent CCTP.